



	DEST	CORR
PR		X
CL		
DG		X
DGA		
RCS		
SAR		
SJ		
SI		
SOR	X	
CFM		
SEP		



02/06/2009



Clermont-Ferrand, le 13 mai 2009

Objet : réponse à la consultation publique sur l'attribution d'autorisations dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz pour les services mobiles à très haut débit.

Monsieur le Président,

Le Massif Central s'est très fortement mobilisé de façon unitaire avec les collectivités, l'Etat, les opérateurs mobiles ainsi que le régulateur (ART) dès l'année 2000 afin que la couverture en téléphonie mobile GSM de son territoire puisse s'améliorer significativement. Cet effort a abouti à ce que des mesures en conséquences soient prises lors du CIADT numérique de Limoges en 2001.

Ces dispositions, aujourd'hui dans leur phase finale, sont encore très attendues par les territoires concernés.

Dans cette étape déterminante qui s'annonce pour l'attribution d'autorisations pour les services mobiles à très haut débit, le Massif Central souhaite prendre les devants pour ne pas avoir à affronter un nouvel handicap structurel majeur en terme de maintien et de développement socio-économique, comme ce fut le cas par le passé.

Il s'agit là d'une véritable **fenêtre de désenclavement numérique** qui s'ouvre, dans la mesure où les décisions qui seront prises, à l'issue de cette consultation, permettront de tirer parti des avantages que présentent en particulier les fréquences issues du « dividende numérique ». Leur capacité à couvrir de **vastes étendues à des niveaux de débits élevés** est une **opportunité historique**.

Conscientes des enjeux en matière de haut et de très haut débit, les collectivités régionales et départementales du Massif se sont investies avec un grand dynamisme sur leurs territoires dans des projets de couverture de zones blanches et de schémas directeurs (carte jointe). Elles se sont lancées en pionnières avec le soutien de l'Etat et de l'Europe, dans des projets interrégionaux fédérateurs sur de grandes dorsales structurant l'espace Massif Central, notamment avec l'équipement optique de l'autoroute A75, axe Nord-Sud, sur 340 kilomètres et une nouvelle liaison transversale optique, axe Est-Ouest, entre les réseaux publics du Limousin et de la Loire.

Ces exemples soulignent le **volontarisme qui anime le Massif Central** mais aussi les défis qui l'attendent.

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI

Président

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

7, square Max Hymans

75730 Paris Cedex 15

A ce titre, deux points spécifiques abordés dans la consultation en cours sur la bande des **800 MHz** apparaissent déterminants au regard des enjeux du très haut débit mobile en Massif Central.

Premièrement, il conviendrait d'offrir un nombre restreint d'autorisations – **deux, trois au maximum**- afin de réserver une part de spectre par opérateur telle que l'étendue de couverture ainsi que les débits autorisés soient optimisés.

Deuxièmement, il apparaît indispensable d'inscrire des exigences élevées de couverture des opérateurs, au-delà de celles des deux générations de téléphonie mobile que nous essayons de parfaire encore aujourd'hui, et ce, depuis 2001 dans le cas du GSM.

Ces futures obligations doivent s'exprimer en termes de **pourcentage de population départementale couverte**.

En effet, la seule exigence d'un pourcentage de couverture de population nationale, comme c'est aujourd'hui le cas, amènent les opérateurs à traiter principalement les villes et met ainsi à l'écart une part considérable du monde rural (environ 45% de la population du Massif Central vit dans des localités de moins de 2000 habitants).

Enfin, l'accès numérique en situation de mobilité se développe rapidement pour des motifs socio-économiques, sécuritaires ou touristiques. Cela implique que la **couverture territoriale soit également assurée** selon des itinéraires ou des zones identifiées spécifiques à chacun des territoires.

Il est souhaitable que ces particularismes soient pris en compte dans le cadre des instances de concertations régionales et interrégionales traitant de couverture numérique fixe et mobile. Les opérateurs qui proposeraient une **approche partenariale avec les collectivités** sur ces questions de couverture, au-delà des seules exigences réglementaires, devraient être priorités dans l'attribution d'une licence.

Nous souhaitons vivement que ces préconisations trouvent un écho concret pour que ce vaste territoire, à cheval sur six régions et vingt-deux départements, puisse se trouver en **situation inédite d'équité numérique**.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.

Le Préfet coordonnateur du Massif
Central,
co-président du Comité de massif

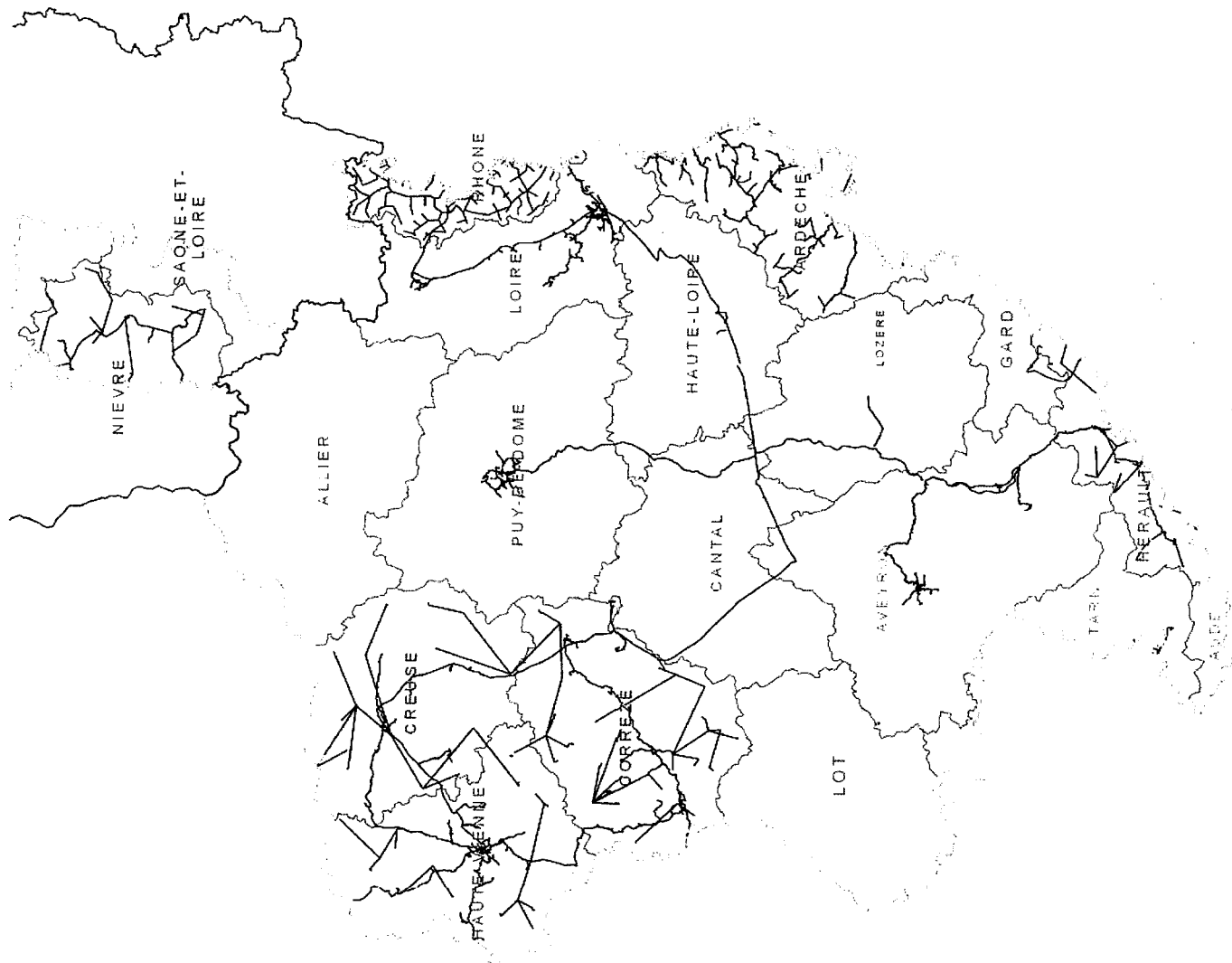

Dominique SCHMITT

Le Président de la commission permanente,
co-président du Comité de massif


René SOUCHON

Les réseaux d'initiative publique sur le Massif Central

Mars 2009



— Réseau d'initiative publique
— opérationnel ou en cours de déploiement

Sources : IDATE
Opérateurs

© IDATE Mars 2009

GeoFla-IGN® - Paris
Licence n° EF15974